

«Donner La Raison De La Suspension» : La Suspension D'une Ongi Suscite Une Réaction Limitée

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

02 juillet 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 23-29 juin 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



RÉSUMÉ : Entre le 23 et le 29 juin 2025, 198 publications sur les réseaux sociaux liés au secteur de l'aide au Niger, au Mali et au Burkina Faso ont généré un total de 262 commentaires. Cela représente une baisse de 35% de l'engagement par rapport à la période de suivi précédente (16-22 juin). Au cours de cette période, les sentiments négatifs ont été limités mais ont principalement ciblé deux agences des Nations Unies et trois ONGI.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [On Ne Peut Jamais Leur Faire Confiance](#) (16-22 juin) | [Que Le Burkina Emboîte Aussi Le Pas](#) (02-15 juin) | [Ces ONG](#) (19 mai-01 juin) | [Nous allons quitter l'ONU](#) (12-18 mai) | [Quels Rôles Jouent Réellement Les ONG](#) (05-11 mai) | [Arrêtez de Prendre Ces Dons](#) (21 avril-04 mai) | [Il Faut Quitter Ces organismes](#) (06-20 avril) | [Toutes Les ONG Sont Là Pour Approvisionner Les Terroristes](#) (31 mars-avril 06) | [Ils Veulent Revenir Avec Le Virus](#) (24-30 mars)

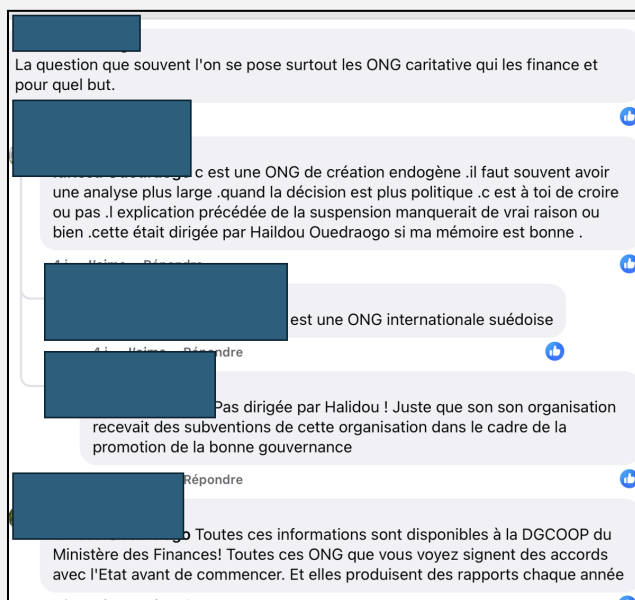
Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org

Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/23-29June2025SMMBriefFR>

SPOTLIGHT : BURKINA FASO

La suspension d'une ONGI a suscité peu de réactions en ligne

Le 27 juin, quatre médias locaux ont publié sur Facebook des informations concernant la suspension, pour une durée de trois mois, de plusieurs ONG internationales par le ministère de l'Administration territoriale du Burkina Faso. Toutefois, une seule organisation a été nommée dans ces publications, et aucune n'a fourni d'explication officielle à cette décision. La réaction du public a été limitée, avec seulement quatre commentaires recensés — une mobilisation très discrète, contrastant avec les précédentes vagues d'engagement en ligne autour des organisations internationales et de l'expulsion du CICR. L'un des commentaires exprimait une méfiance générale à l'égard du financement et des objectifs des ONGI, tandis qu'un autre avançait l'hypothèse d'une suspension motivée par des considérations politiques. Les deux derniers commentaires critiquent le manque de transparence entourant cette décision.



Cette situation contraste aussi avec les récentes réactions en ligne à l'égard des organisations internationales, notamment les critiques adressées à l'UNICEF à la suite d'une visite de haut niveau au début du [mois de juin](#), qui ont déclenché une forte augmentation des sentiments négatifs, y compris des allégations d'ingérence étrangère et d'agendas coordonnés. Bien que cette suspension n'ait pas généré un volume ou une intensité similaires, elle s'est déroulée dans le même contexte plus large de scepticisme à l'égard des acteurs internationaux.

Ce que cela nous apprend

- La réaction modérée du public peut refléter plusieurs dynamiques : une acceptation croissante des suspensions d'ONGI, une faible notoriété de l'organisation concernée ou encore une autocensure de la part des utilisateurs des réseaux sociaux susceptibles de s'opposer à la décision.
- Malgré l'absence d'un engagement marqué, les quelques commentaires exprimés font écho à des préoccupations récurrentes, notamment sur le financement des ONGI, les motivations politiques des autorités et le manque de transparence entourant ces mesures.
- L'absence d'explication officielle semble avoir suscité davantage de confusion que d'indignation. Cette réponse pourrait traduire une certaine lassitude, voire une prudence accrue du public face à ce type d'annonce.
- Dans un contexte politiquement sensible, même des actions discrètes visant des ONGI peuvent alimenter les soupçons sur la présence étrangère, en particulier lorsque les informations disponibles sont limitées.

Principaux récits

Le rapatriement soutenu par l'OIM à Agadez suscite un engagement limité, avec un ton majoritairement favorable

Le 26 juin 2025, un média local a publié sur Facebook annonçant le début d'une opération de rapatriement volontaire des migrants séjournant à Agadez vers Kano, au Nigéria. L'effort, coordonné par l'OIM, fait suite à des troubles récents entre les migrants et les **résidents** locaux. La publication a généré 21 commentaires. Aucune autre publication publique concernant le rapatriement n'a été identifiée au cours de la même période.

Certains utilisateurs ont salué l'opération, la qualifiant de nécessaire pour rétablir le calme, et ont exprimé leur reconnaissance envers les autorités locales, en particulier le gouverneur régional. D'autres ont mis en avant la dignité perçue de l'approche adoptée par le Niger, qu'ils ont comparée aux retours plus coercitifs observés dans des pays voisins.

Cependant, de nombreux commentaires contenaient des propos xénophobes ou d'exclusion, comprenant des appels à des renvois plus fermes, à l'expulsion permanente de tous les migrants, ainsi que des stéréotypes négatifs visant certaines communautés. Ces discours s'inscrivent dans des récits persistants présentant les migrants comme une source de désordre et de tensions sociales. Certains utilisateurs se sont également interrogés sur le manque de soutien aux populations locales, ou sur l'attention jugée disproportionnée accordée à certains groupes de migrants. Ces remarques traduisent des préoccupations plus larges concernant la répartition inégale de l'aide humanitaire. Bien que l'OIM ait coordonné l'opération, elle n'a été que rarement mentionnée dans les commentaires.

Parallèlement, treize publications émanant d'utilisateurs individuels ont continué, au cours de la même période, à critiquer la présence du HCR à Agadez. Ces publications ont généré peu d'engagement, mais témoignent d'un courant de méfiance persistant à l'égard de l'agence et, plus largement, de la présence onusienne dans la région.

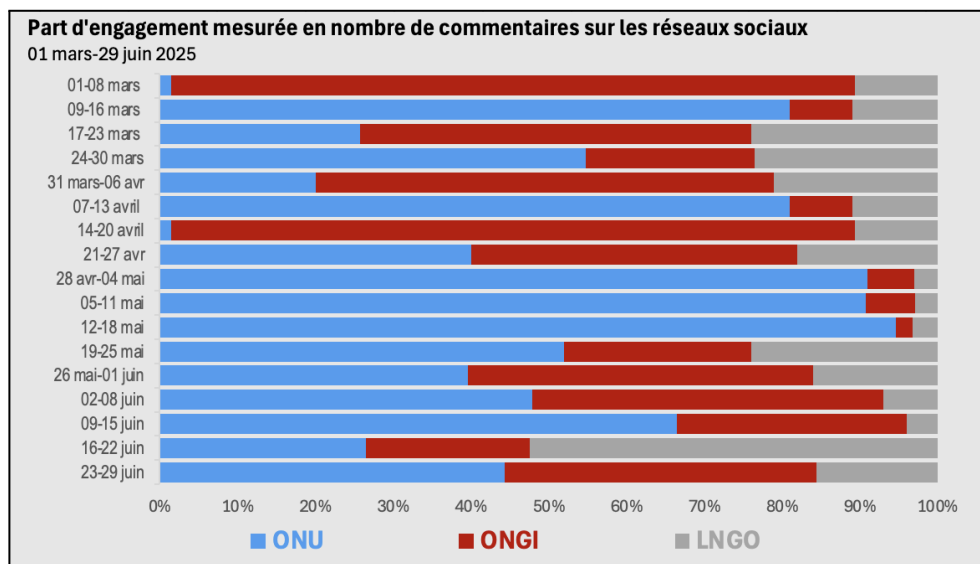
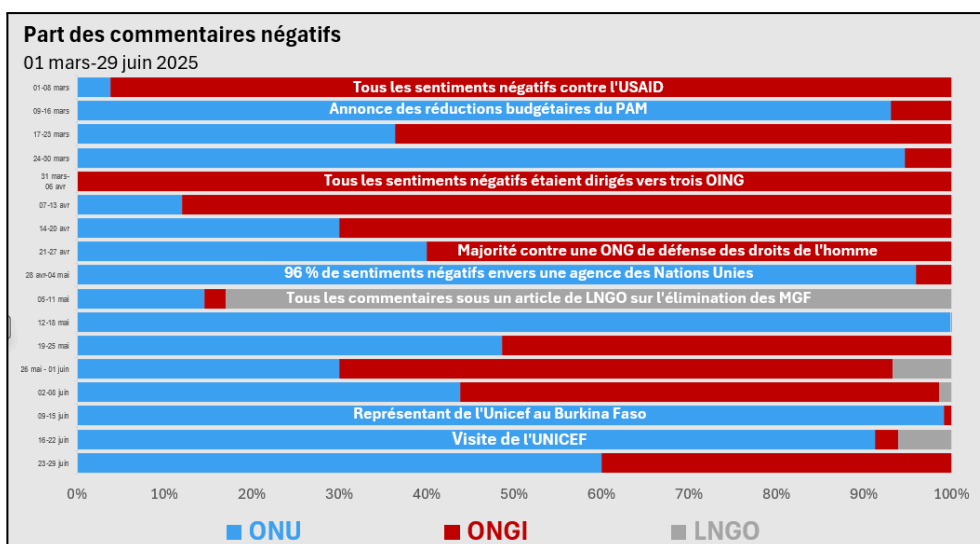
Ce que cela nous apprend

- Les sentiments anti-migrants et anti-ONU restent présents. Bien qu'ils ne soient pas dominants dans ce cas précis, la rhétorique d'exclusion et les critiques continues à l'égard du HCR suggèrent que les tensions sous-jacentes persistent et pourraient refaire surface à l'avenir.
- Les opérations perçues comme renforçant les efforts de l'État sont plus susceptibles d'être acceptées. Cependant, les messages anti-ONU, en particulier autour du centre d'Agadez, continuent de renforcer la fragilité de l'environnement pour les acteurs internationaux.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

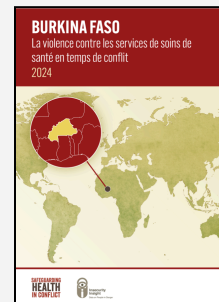
Au cours des périodes de suivi les plus récentes, l'engagement autour des acteurs de l'aide a été faible. **Les critiques à l'encontre des ONGI et des agences de l'ONU ont diminué de 67 %.**

- Les agences de **l'ONU** sont restées le principal sujet de discussion, représentant 44,3 % de tous les commentaires, contre 78,7 % la semaine précédente. Malgré la baisse du volume, le sentiment négatif à l'égard de l'ONU est resté élevé (60 %), ce qui indique une surveillance continue dans un contexte de méfiance, en particulier au Niger et au Burkina Faso.
- Les **ONGI** ont vu leur visibilité augmenter. Leur part de commentaires a augmenté de manière significative pour atteindre 40,1 %, contre 6,1 % la semaine précédente. Le sentiment négatif a également augmenté, atteignant 40 % après avoir chuté à seulement 2,6 % au cours de la période précédente.
- Les mentions de **l'ONGI** sont restées stables, représentant 15,6 % des commentaires, comme la semaine précédente. Aucun sentiment négatif n'a été enregistré à l'égard des ONGI au cours de cette période. Cette stabilité fait suite à une légère augmentation des critiques deux semaines plus tôt, liée à un message sur un forum d'emploi où la distinction entre les organisations locales et internationales n'était pas claire.



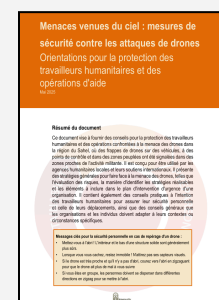
Autres ressources

La Coalition pour la protection de la santé en temps de conflit (SHCC) a recensé **22 incidents** de violence ou d'obstruction des soins de santé au Burkina Faso en 2024. Cinq professionnels de santé ont été tués et des fournitures médicales pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien plus importants. Les attaques contre les soins de santé, ainsi que la violence et l'instabilité en général, ont exacerbé les faiblesses du système de santé du pays. Des professionnels de santé ont été tués après avoir été accusés de collaboration avec des militants du JNIM. Près d'un établissement de santé sur trois a été touché par la violence, et des centaines d'entre eux ont fermé ou ont fonctionné au minimum de leurs capacités. Consultez la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Téléchargez les données.



Les drones armés constituent une menace croissante dans les situations humanitaires, et leur utilisation va certainement s'intensifier. Autrefois rares, ils sont désormais omniprésents dans les conflits. S'adapter à la menace croissante des drones implique de repenser les mesures de sécurité dans les contextes à haut risque. Insecurity Insight a publié un guide pratique qui rassemble les meilleures pratiques actuelles, disponible en [anglais](#) et [français](#). Voir également :

- Sécurité personnelle : à l'extérieur lorsqu'un drone est repéré : [anglais](#) | [français](#)
- Sécurité personnelle : à l'intérieur d'un bâtiment pendant une attaque de drone : [anglais](#) | [français](#)
- Conseils pour approcher un drone qui a atterri : [anglais](#) | [français](#)
- Préparation des déplacements, disponible en [anglais](#) | [français](#)



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public.

Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 23-29 juin 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/23-29June2025SMMBriefFR>

